



Conseil de sécurité

Distr. générale
20 mars 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 20 mars 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu l'additif ci-joint au rapport présenté par le Portugal en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Note verbale datée du 18 mars 2002, adressée
au Président du Comité du Conseil de sécurité créé
par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par la Mission permanente du Portugal
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité contre le terrorisme et, suite à sa note du 18 janvier 2002, a l'honneur de transmettre un rapport complémentaire détaillé, sur les mesures prises par le Portugal pour mettre en oeuvre la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, dont la présentation suit le modèle recommandé par le Comité contre le terrorisme (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Rapport présenté par le Portugal au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

Paragraphe 1

Alinéa b)

« Tous les États doivent ... ériger en infraction la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme »

Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

Depuis mars 1995, deux des dispositions du Code pénal portugais visent spécifiquement le crime de terrorisme : l'article 300 (intitulé « Organisations terroristes ») et l'article 301 (intitulé « Terrorisme »).

L'article 300 sanctionne « quiconque promeut ou crée un groupe, une organisation ou une association terroriste, y adhère ou lui apporte son soutien [...] ».

Cette disposition criminalise le financement de groupes ou organisations terroristes.

Ce type de crimes est passible d'une peine de prison allant de 5 à 15 ans, voire de 10 à 15 ans dans le cas des dirigeants de tels groupes, organisations ou associations.

La peine est également aggravée (d'un tiers) lorsque les auteurs de crime sont porteurs d'armes particulièrement dangereuses : armes à feu, explosifs ou matière nucléaire.

Le simple fait de commettre des actes préparatoires à la création de groupes terroristes, et notamment de concourir au financement de ces groupes, sera passible d'une peine de prison allant d'un à huit ans.

Il convient de noter que les peines prescrites peuvent néanmoins être réduites dans des cas particuliers et notamment lorsque l'auteur des faits tente réellement de prévenir, ou de fait prévient, la création de tels groupes, ou s'il informe les autorités de leur existence, afin d'éviter qu'un crime ne soit commis.

Le Code pénal dispose également, à l'article 305, que le simple fait de menacer de commettre un crime, s'il a pour effet de provoquer la peur ou la détresse au sein de la population, sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans ou d'une amende de 240 jours-amendes au maximum. Le Parlement portugais examine actuellement un projet d'amendement, visant à porter la durée de cette peine à trois ans.

S'agissant du blanchiment de capitaux, le décret-loi 313/93 a été publié le 15 septembre 1993, pour incorporer au droit portugais les dispositions de la directive 91/308/CEE du Conseil, en date du 10 juin, relative à la prévention de

l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, en particulier de ceux qui sont le produit d'infractions liées aux stupéfiants.

Le décret-loi 325/95, publié le 2 décembre 1995, a élargi le cadre juridique concernant le blanchiment de capitaux aux infractions autres que le trafic de stupéfiants.

Il comprend des mesures préventives et répressives contre le blanchiment de capitaux et d'autres avoirs provenant d'infractions visées par ses dispositions, à savoir le crime de terrorisme (art. 2).

À la suite des événements du 11 septembre 2001, deux textes législatifs ont été adoptés : la loi 5/2002 du 11 janvier 2002 et la loi 10/2002 du 11 février 2002. Ces lois améliorent les dispositions juridiques existantes qui visent à prévenir et réprimer le blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles, y compris le terrorisme.

Les trois textes législatifs susmentionnés (décret-loi 325/95 et lois 5/2002 et 10/2002) répriment le blanchiment de capitaux et d'autres avoirs provenant d'activités criminelles, d'une part, en érigeant en crimes certains comportements et, d'autre part, en appliquant des mesures préventives de détection au sein du système financier ou dans d'autres activités ou branches professionnelles par le biais desquelles transitent les biens ou capitaux qui sont le produit du crime.

Parmi les mesures adoptées pour prévenir le blanchiment de capitaux et instruire et réprimer plus efficacement les infractions qui y sont liées, on peut citer :

- L'obligation d'identifier des clients qui correspondent à un certain profil et de conserver les documents permettant leur identification pendant une période de 10 ans;
- L'obligation, dans certains cas, de remettre les documents et moyens d'identification d'autres parties prenantes à des transactions financières suspectes;
- La suspension de la transaction soupçonnée d'être liée à un blanchiment d'argent;
- L'obligation pour les établissements de crédit de surveiller certains comptes bancaires suspects, rapporter leurs mouvements, voire au besoin de les geler;
- La levée du secret professionnel dans certains cas précis et aux fins d'une enquête judiciaire, avec l'autorisation préalable de l'autorité judiciaire compétente;
- L'obligation pour certains professionnels, notamment les notaires, les employés de banque et autres intermédiaires dans des transactions immobilières, d'informer les autorités des activités suspectes.

En ce qui concerne les mesures de répression, il est à signaler que quiconque convertit, transfère, aide à obtenir ou à dissimuler des biens ou capitaux qui sont le produit du crime, y compris du terrorisme, est responsable au pénal et passible d'une peine d'emprisonnement allant de 1 à 12 ans.

Le produit de ces infractions liées au blanchiment de capitaux est confisqué par l'État.

Il convient de préciser que la fourniture de fausses informations ou le refus de communiquer ou de remettre des documents par des établissements de crédit et de sociétés financières, donnent également lieu à des poursuites pénales qui peuvent entraîner une peine d'emprisonnement allant de six mois à trois ans; cette disposition s'applique non seulement aux représentants mais également aux employés fautifs de ces entités.

Ces crimes sont passibles de poursuites au Portugal, même lorsque les faits constitutifs de l'infraction principale se sont produits ailleurs que sur le territoire national (art. 2 du décret-loi 325/95, amendé par la loi 10/2002).

Outre ces conséquences pénales, les trois instruments législatifs mentionnés plus haut, prévoient en cas de violation de plusieurs de leurs dispositions (art. 1 à 13 du décret-loi 325/95 et art. 14 de la loi 5/2002) des sanctions administratives dont le paiement d'amendes par les institutions financières, autres institutions et personnes impliquées.

Le montant de ces amendes va de 750 à 750 000 euros et peut être doublé en cas de récidive ou réduit de moitié en cas de simple négligence.

Alinéa c)

« ... geler sans attendre les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent, ou tentent de commettre, des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, des entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles, et des personnes et entités agissant au nom, ou sur instruction de ces personnes et entités, y compris les fonds provenant de biens appartenant à ces personnes, et aux personnes et entités qui leur sont associées, ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles »

Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples des mesures pertinentes qu'ils auront prises.

Voir la réponse à l'alinéa b) du paragraphe 1.

Il convient de préciser que, depuis 1998 (loi 59/98 du 25 août), le Code de procédure pénale portugais prévoit, à l'article 181, qu'un juge peut ordonner la saisie, dans les banques ou autres établissements de crédit, de documents, titres, valeurs et tous autres objets, même conservés dans des coffres individuels, si il/elle a des raisons de penser qu'ils sont le produit d'une activité criminelle et peuvent contribuer à la découverte de la vérité ou l'obtention de preuves, même lorsqu'ils n'appartiennent pas au défendeur ou ne sont pas enregistrés à son nom.

Ainsi, bien avant les événements de septembre 2001, il était déjà possible au Portugal de geler des avoirs provenant d'activités criminelles.

Les instruments juridiques mentionnés au titre du paragraphe précédent ont contribué à la mise en place et au développement du dispositif de lutte contre la criminalité organisée, économique et financière, y compris le terrorisme et le blanchiment de capitaux (décret-loi 325/95). L'article 4 de la loi 5/2002, intitulé « Surveillance des comptes bancaires » autorise désormais expressément le gel des

comptes bancaires, sur décision ou autorisation du juge, dans le but d'empêcher le blanchiment d'argent.

Dans ce contexte et à titre exceptionnel, la loi permet la levée du secret bancaire imposé aux entités financières (y compris leurs organes, dirigeants, employés et représentants) aux fins de déclarer aux autorités compétentes les transactions suspectes et de leur remettre tous documents, dépôts ou avoirs utiles.

La loi 11/2002 du 16 février, récemment publiée au *Journal officiel*, criminalise la violation des sanctions financières imposées par l'ONU et/ou l'Union européenne, qu'elle punit de peines allant de trois à cinq ans d'emprisonnement.

Parallèlement, en tant que membre de l'Union européenne, le Portugal applique immédiatement et directement les réglementations communautaires en la matière.

Il convient de mentionner à cet égard le règlement du Conseil (CE) No 467/2001, du 6 mars 2001, sur le gel des fonds et autres ressources financières appartenant à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme désigné par le Comité des sanctions contre les Taliban et énumérés à l'annexe audit règlement.

Cette liste de personnes, d'entités et d'organismes a été constamment mise à jour par les règlements ultérieurs ci-après :

- Règlement du Conseil (CE) No 1354/2001, du 4 juillet 2001;
- Règlement du Conseil (CE) No 1996/2001, du 11 octobre 2001;
- Règlement du Conseil (CE) No 2062/2001, du 19 octobre 2001;
- Règlement du Conseil (CE) No 2199/2001, du 12 novembre 2001;
- Règlement du Conseil (CE) No 2373/2001, du 4 décembre 2001;
- Règlement du Conseil (CE) No 2580/2001, du 27 décembre 2001.

Conformément à ces règlements, les autorités portugaises compétentes en la matière sont la Direction générale des affaires multilatérales au Ministère des affaires étrangères et la Direction générale des affaires européennes et des relations internationales au Ministère des finances.

Suite aux événements du 11 septembre, le Gouvernement portugais (Ministère des finances) a publié un décret¹ prévoyant le gel de toutes les ressources financières des personnes et entités mentionnées dans les listes annexées au règlement (CE) No 467/2001 et à ses amendements.

Aux fins de l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, ce décret impose également aux systèmes bancaires de communiquer la liste des personnes et entités soupçonnées d'avoir des liens avec les attentats terroristes du 11 septembre, afin d'obtenir des informations utiles aux enquêtes et de les transmettre aux autorités compétentes.

Par ailleurs, en tant que membre du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, le Portugal suit toutes les procédures recommandées, afin d'éviter que son système financier ne serve à financer le terrorisme.

¹ Décret 21 175/2001 (2e série), publié au *Journal officiel*, série II, du 11 octobre 2001.

Alinéa d)

« ... interdire à leurs nationaux ou à toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire de mettre des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ou services financiers ou autres services connexes à la disposition, directement ou indirectement, de personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, d'entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles et de personnes et entités agissant au nom ou sur instruction de ces personnes »

Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

Voir les réponses aux alinéas b) et c) du paragraphe 1.

L'intégration au droit portugais des dispositions de la Directive 2001/97/CEE du Parlement européen et du Conseil, du 4 décembre 2001, modifiant la Directive 91/308/CEE (intégrée audit droit par le décret-loi 313/93, du 15 septembre) est en cours.

Alinéa a)

« ... prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme »

Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et réprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?

Outre les mesures décrites au titre des alinéas b) à d) du même paragraphe, la conduite d'enquêtes judiciaires en la matière et l'amélioration de la coopération avec les autorités étrangères et les organismes judiciaires internationaux visant à prévenir et réprimer le terrorisme et son financement, méritent d'être mentionnées.

S'agissant des enquêtes judiciaires, le Code de procédure pénale portugais, dans son titre III (Obtention d'éléments de preuve) prévoit parfois une procédure spéciale, moins bureaucratique, voire même exceptionnelle, en cas de terrorisme ou d'activités connexes.

Bien entendu, ces dispositions juridiques, qui visent à prévenir et réprimer le terrorisme sous toutes ses formes, contribuent à la lutte contre le financement du terrorisme.

Les normes ci-après sont à souligner :

L'article 174, paragraphe 4, du Code de procédure pénale en vertu duquel, dans les cas de criminalité violente ou hautement organisée, comme le terrorisme, et lorsqu'il y a lieu de penser qu'un crime mettant sérieusement en danger la vie ou l'intégrité physique d'une personne est imminent, les organismes de police judiciaire sont autorisés à procéder à des « perquisitions et fouilles personnelles », sans autorisation préalable ou contrôle d'une entité judiciaire.

Dans ce cas de figure, la saisine des autorités judiciaires coïncide avec l'intervention de la police, qui informe au plus tôt le magistrat chargé de l'affaire des mesures prises pour validation, faute de quoi leurs résultats ne seront pas admissibles.

L'article 177 du Code de procédure pénale interdisait les perquisitions nocturnes à domicile, conformément au principe de l'inviolabilité du domicile consacré comme droit fondamental dans la Constitution portugaise. Toutefois, le cinquième amendement à la Constitution (Loi constitutionnelle 1/2001, du 12 décembre) prévoit une exception et autorise ce type de perquisitions dans le cas d'un très petit nombre de crimes, dont le terrorisme (art. 34 de la Constitution).

L'article 187 du Code de procédure pénale prévoit également « l'admissibilité des écoutes téléphoniques » en vue de l'obtention d'éléments de preuve. Les écoutes téléphoniques sont subordonnées à une décision judiciaire et ne peuvent être ordonnées que pour les crimes visés par cet article, dont le terrorisme et la criminalité violente ou organisée qui en découle.

De même, la loi 10/2001, du 25 août, sur les « opérations d'infiltration aux fins de la prévention du crime ou d'une enquête judiciaire » autorise ce type d'opérations mais aux seules fins de l'enquête et de la prévention des crimes visés par ses dispositions, dont le terrorisme et l'organisation de groupes terroristes.

Le recours à ces mesures (écoutes et opérations d'infiltration) est permis à la seule condition qu'il soit adéquat et proportionnel aux objectifs de la prévention et de la répression du crime en toutes circonstances et à la gravité du crime en cours d'instruction.

Par ailleurs, il est admissible dans le contexte de la coopération internationale en matière pénale et donc possible au Portugal pour les autorités judiciaires ou policières étrangères, autorisées à ce faire par le Ministre de la justice, ou parfois par des lois étrangères, conformément à la loi 104/2001 du 25 août, portant amendement de la loi 144/99, du 31 août, sur la coopération judiciaire internationale (art. 160-B et 160-C, 145 et 146).

En conclusion, une importance particulière est accordée aux enquêtes judiciaires sur le terrorisme, y compris son financement, du fait que la loi autorise le recours à des moyens exceptionnels, inadmissibles pour d'autres crimes.

Dans ce domaine, on peut également citer la loi 21/2000, du 10 août, qui définit la « conduite des enquêtes judiciaires » et prévoit que :

- Les enquêtes sur les crimes d'organisation de groupes terroristes, de terrorisme, de blanchiment de capitaux ou d'autres biens et services, la falsification de documents [...] relèveront de la seule compétence de la police judiciaire (PJ);
- Le choix des liens entre les organismes portugais de police judiciaire et autres services nationaux et les organisations internationales de coopération en matière policière, comme Europol et Interpol, relèvera de la compétence unique de ce cette même police.

Il convient également de citer la loi portugaise sur la sûreté intérieure (loi 20/87, du 12 juin) qui considère que la prévention de la criminalité violente ou hautement organisée, comme le sabotage, l'espionnage et le terrorisme, est une des responsabilités fondamentales qui incombe à l'État pour garantir la sécurité et la tranquillité des populations, ainsi que la démocratie (art. 1).

Les différents services et forces de sécurité qui veillent plus particulièrement à la sécurité intérieure sont les suivants : Polícia Judiciária (police judiciaire – PJ),

Serviço de Estrangeiros e Fronteiras (Service des étrangers et des frontières – SEF) et Serviço de Informações de Segurança (Sûreté de l'État – SIS).

Nous devons également souligner que la loi organique sur la police judiciaire (décret-loi 275-A/2000, du 9 novembre, amendé par la loi 103/2001 du 25 août) qui précise les dispositions de la loi précitée, confère à ce corps policier des compétences très étendues en matière de prévention du crime (art. 4), d'enquête judiciaire (art. 5), de procédure (art. 11 A de la loi 103/2001) et de coopération internationale (art. 6 et 7).

Il en est de même pour le Bureau de contrôle des étrangers et des frontières dont la loi organique (décret-loi 252/2000, du 16 octobre) prévoit qu'il doit contrôler les entrées et les sorties d'étrangers et de nationaux, et les étrangers séjournant dans le pays et est responsable de l'exécution et de l'application d'une politique d'immigration bien conçue (art. 1 et 2). Pour ce faire, il peut compter sur l'aide des autres États, dans le cadre de leur coopération avec l'État portugais, et des organismes auxquels appartient le Portugal (art. 4, par. 2).

Les différents corps de police prennent différentes mesures dans l'exercice des compétences en matière de sécurité intérieure, que leur reconnaissent leurs lois organiques respectives. À cet égard, il convient de souligner que la loi 20/87 mentionnée plus haut considère comme une mesure policière spéciale la décision de mettre un terme aux activités des entreprises, groupes, organisations ou associations impliqués dans la criminalité hautement organisée, à savoir le sabotage, l'espionnage ou le terrorisme, ou à la préparation, la formation ou le recrutement de personnes en vue de tels actes [art. 16, par. 3 d)].

La loi sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale mentionnée plus haut (loi 144/99 du 31 août, amendée par la loi 104/2001 du 25 août) est tout aussi importante : elle s'applique aux diverses formes de coopération en matière pénale, à savoir l'extradition, le transfert des condamnés, la surveillance et l'entraide judiciaire (art. 1).

Au niveau international, la coopération prévue par la loi 144/99 est régie principalement par les traités, conventions et accords internationaux liant l'État portugais puis, de façon subsidiaire, par les dispositions de la loi précitée (art. 3). Lorsque, faute d'instrument international, la loi 144/99 est appliquée en vertu du principe de la subsidiarité, la réciprocité est exigée (art. 4).

Il en est de même pour les articles 229 et 233 du Code de procédure pénale portugais.

L'assistance en matière pénale prévue par la loi 144/99 comprend : l'obtention des éléments de preuve aux fins de l'enquête judiciaire au moyen de perquisitions, la saisie de biens, les études et les analyses d'experts (art. 145).

Paragraphe 2

Alinéa a)

« Tous les États doivent ... s'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes »

Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes et ii) l'approvisionnement en armes des terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

Voir les réponses précédentes, notamment celles aux questions posées aux alinéas a) et b) du paragraphe 1.

L'article 300 1) du Code de procédure pénale prévoit des sanctions contre « quiconque *constitue* un groupe, une organisation ou une association terroriste, *encourage* sa constitution, *y adhère* ou lui apporte un *soutien* [...] », et couvre donc toute forme d'appui, actif ou passif, à des groupes ou organisations terroristes, notamment le *recrutement* de membres de groupes terroristes et l'*approvisionnement en armes* des terroristes.

Il est complété par les dispositions de l'article 301 qui érige en infractions les actes visés à l'article 300 lorsqu'ils sont le fait d'une seule personne et/ou qu'il s'agit d'un acte isolé.

Ces deux articles (300 et 301) sont incorporés dans le Code de procédure pénale, au chapitre concernant les atteintes à l'ordre public et à la paix.

L'article 300 2) du Code pénal donne la définition suivante des termes « groupe, organisation ou association terroriste » : « tout groupement de deux personnes ou plus, agissant de façon concertée en vue de mettre en danger l'intégrité ou l'indépendance nationale, d'empêcher, de troubler ou de perturber le fonctionnement des institutions étatiques prévues par la Constitution, de contraindre l'autorité publique à commettre un acte, à s'abstenir de commettre un acte ou à tolérer qu'un acte soit commis, ou encore d'intimider des personnes, groupes de personnes ou la population en général par le biais d'agissements criminels tels que :

- a) Atteinte au droit à la vie, à l'intégrité corporelle ou à la liberté des personnes;
- b) Atteinte à la sécurité des moyens de transports et de communications, notamment télégraphiques, téléphoniques, radiophoniques ou télévisuels;
- c) Mise en danger délibérée d'autrui par les moyens ci-après : incendies, diffusion de substances radioactives, toxiques ou de gaz suffocants, inondations, avalanches, destruction de bâtiments, contamination de denrées alimentaires et de ressources en eau destinées à la consommation humaine, propagation de maladies, infestation ou prolifération de plantes ou animaux nuisibles;
- d) Sabotage;
- e) Qui supposent l'utilisation de matières nucléaires, d'armes à feu, de substances explosives ou tout autre dispositif, d'engins incendiaires, de paquets ou lettres piégés.

Il est inspiré de la Convention pour la suppression du terrorisme, adoptée à Strasbourg en 1997, que le Portugal a approuvée par la loi 19/81 du 18 août portant ratification dudit instrument.

À défaut des dispositions particulières des articles 300 et 301 du Code pénal, le *recrutement de membres d'une organisation terroriste* serait toujours visé par les dispositions générales de l'article 299 (intitulé « Association de malfaiteurs »).

Nous rappelons que la loi sur la sécurité intérieure évoquée au paragraphe précédent (art. 16 3) d) de la loi 20/87) autorise, à titre exceptionnel, les autorités de police à ordonner la dissolution de tout groupe, entreprise, organisation ou association impliqué dans des activités terroristes, y compris la formation, le recrutement, l'armement de leurs membres, ou leur acquisition d'armes à leur intention.

La législation pénale portugaise punit les autres actes criminels généralement associés à des activités terroristes, notamment :

- Enlèvement, séquestration et prise d'otage; saisie ou détournement d'un aéronef, d'un navire ou de tout autre moyen de transports publics; sabotage et atteinte à la défense nationale, sabotage informatique – les peines prévues vont de 3 à 15 ans d'emprisonnement; et
- Infractions dites « de mise en danger d'autrui » punissables elles aussi de 3 à 15 ans d'emprisonnement.

S'agissant des *armes* en particulier (régime qui n'exclut pas les infractions terroristes), l'article 275 1) du Code pénal, modifié par la loi 98/2001 du 25 août, punit d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans l'importation, la fabrication, l'obtention par le biais de la transformation, la garde, l'achat, la vente, le transfert ou l'acquisition à tout titre ou par tout moyen, le transport, la distribution, le port, l'utilisation ou la possession d'une arme considérée comme une arme de guerre, d'une arme à feu interdite ou de toute autre arme pouvant être employée pour projeter des substances toxiques, suffocantes, radioactives ou corrosives, de tout engin ou produit explosif ou radioactif, ou de substances utilisées dans la fabrication de gaz toxiques ou suffocants en violation de la loi ou contrairement aux instructions des autorités compétentes.

Le paragraphe 2 dudit article fixe à huit ans la peine maximale prévue, dans les cas où les actes visés au paragraphe 1 concernent un engin ou une substance capable de déclencher une exposition nucléaire; et

Le paragraphe 4 du même article (découlant de l'accession du Portugal à la Convention européenne sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers) sanctionne d'une peine d'emprisonnement d'un an au maximum, ou d'une amende, la simple possession d'accessoires pour armes à feu interdites, tels que silencieux, canons, barilletts, munitions et viseurs.

Les instruments législatifs ci-après visent également à prévenir l'armement des personnes et/ou des entités susceptibles de les utiliser pour commettre des infractions :

- Décret-loi 376/84 du 30 novembre, réglementant notamment de façon détaillée le commerce et le contrôle des explosifs à usage civil;
- Décret-loi 265/94 du 25 avril, qui intègre au droit interne portugais la directive 93/15/CEE du Conseil, et complète le cadre juridique établi par le précédent décret-loi, notamment en ce qui concerne les normes de sécurité applicables aux explosifs, l'évaluation de leur conformité, les conditions de vente sur le

marché européen, les responsabilités engagées en cas de violation et les amendes prévues; et

- Décret-loi 39/93 du 3 décembre, qui incorpore au droit interne portugais la directive 91/477/CEE du Conseil, du 18 juin, relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes.

En outre, le Portugal est membre de plusieurs organisations internationales et partie à différents accords dont le but est de prévenir la prolifération et l'utilisation criminelle des armes, comme le Groupe des fournisseurs nucléaires, le Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM), le Groupe de l'Australie (armes chimiques et biologiques) et l'Arrangement de Wassenaar (biens à double usage non inclus dans les groupes précédents). Le Portugal applique également la législation européenne et nationale en vigueur à cet égard (notamment le règlement (CE) No 1334/2000 et le décret-loi 436/91 du 8 novembre).

En décembre 2000, le Portugal a signé la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Convention de Palerme), qui est en cours de ratification.

Alinéa b)

« ... prendre les mesures voulues pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis, notamment en assurant l'alerte rapide d'autres États par l'échange de renseignements »

Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

Depuis le 11 septembre 2001, tous les mécanismes d'alerte rapide du système national de sécurité intérieure et de protection civile ont été activés, et notamment toutes les forces et tous les services de sécurité (services de renseignement, forces de police, en particulier celles chargées de la sécurité publique, forces d'intervention et groupe des opérations spéciales, services d'enquêtes criminelles, services chargés de la surveillance des étrangers et des frontières, autorités maritimes et aéronautiques) et les services des douanes.

À ce jour, l'échange d'informations au niveau international s'est intensifié et approfondi dans le cadre des engagements multilatéraux et bilatéraux pris par le Portugal, notamment au sein des organisations supranationales et internationales dont il est membre, et par l'intermédiaire des réseaux d'information créés ou prévus par les instruments internationaux (par exemple, Interpol, Europol et Système d'information de Schengen).

Il convient également de rappeler la loi 5/2002 du 11 janvier, mentionnée plus haut, qui prévoit des dispositions particulières pour l'obtention des éléments de preuve (levée du secret bancaire et du secret professionnel imposés aux institutions financières, enregistrements sonores et visuels) et confiscation des avoirs par l'État, en cas d'infractions liées au trafic de drogues, au terrorisme, au trafic d'armes, à la corruption, au blanchiment de l'argent, à l'association de malfaiteurs et autres formes de criminalité organisée.

Alinéa c)

« ... refuser de donner asile à ceux qui financent, organisent, appuient ou commettent des actes de terrorisme ou en recèlent les auteurs »

Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple, des lois visant à exclure ou à expulser les types de personnes visés à cet alinéa? Il serait utile que les États donnent des exemples des mesures prises à cet égard.

Alinéa d)

« ... empêcher que ceux qui financent, organisent, facilitent ou commettent des actes de terrorisme n'utilisent leurs territoires respectifs pour commettre de tels actes contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États »

Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

[Réponse unique]

Voir la réponse à l'alinéa b) du paragraphe 1, notamment les dispositions des articles 300 et 301 du Code pénal.

Nous rappelons, toutefois, que l'application du droit pénal portugais est régie par le principe de la territorialité, complété par les principes de sauvegarde des intérêts nationaux et de la nationalité.

Comme le prévoient ses articles 4 à 7, le Code pénal portugais s'applique donc en général aux faits qui se produisent sur le territoire portugais et, en l'absence de dispositions contraires d'un traité ou d'une convention internationale, aux faits qui se sont produits en dehors des frontières nationales, notamment dans le cas des actes de terrorisme, de la constitution d'organisations terroristes, des crimes contre la sécurité de l'État ou contre l'état de droit.

Le décret-loi 244/98 du 8 août (tel que modifié par le décret-loi 4/2001 du 10 janvier) fixe les conditions d'entrée, de séjour, de sortie et de refoulement des étrangers sur le territoire portugais et prévoit plusieurs procédures en la matière, telles que le refus d'entrée, l'expulsion sur décision administrative ou judiciaire et l'expulsion en tant que peine accessoire (art. premier).

En vertu de ce décret-loi, l'entrée sur le territoire portugais sera refusée à tout étranger qui ne satisfait pas aux conditions légales ou qui constitue un danger ou une menace grave pour l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales entre les États membres de l'Union européenne ou des États faisant partie de l'Espace Schengen (art. 11).

Le refus d'entrée sur le territoire portugais relève de la compétence du Service du contrôle des étrangers et des frontières, service de sécurité chargé d'appliquer la politique nationale en matière d'immigration et d'asile (art. 18).

L'entrée sur le territoire portugais est également interdite à tout étranger indésirable dont le nom figure dans le Système d'information de Schengen et sur la liste nationale des personnes non admises pour les motifs ci-après (art. 25) :

- Expulsion du territoire;
- Renvoi vers un pays tiers dans le cadre d'un accord de réadmission;
- Condamnation à une peine privative de liberté d'un an ou plus;
- Forte présomption d'implication dans des infractions graves;
- Forte présomption d'intention de commettre un crime grave ou fait de présenter un danger pour l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État faisant partie de l'Espace Schengen;
- Bénéficiaire du soutien de l'État portugais pour rentrer volontairement dans son pays d'origine.

Le Service du contrôle des étrangers et des frontières est consulté préalablement à l'octroi de tout permis de résidence, de permis de séjour temporaire et de certains permis de travail, ou pour tout motif d'intérêt national. Le Service du renseignement doit cependant être consulté avant l'octroi de tout permis, que ce soit pour des raisons de sécurité nationale ou en application des mécanismes convenus dans le cadre de la politique européenne commune de sécurité (art. 40).

Par ailleurs, le cinquième amendement à la Constitution de la République portugaise, entré en vigueur après le 11 septembre, maintient l'interdiction d'expulser des nationaux portugais du territoire national, en toutes circonstances, et dispose que l'extradition de tout étranger entré ou résidant légalement sur le territoire national, titulaire d'un permis de résidence ou dont la demande d'asile n'a pas été rejetée, ne peut se faire que sur décision judiciaire (art. 33 1) et 2) de la Constitution).

Les conditions d'expulsion ressortissants étrangers en application d'une décision administrative fixées par le décret-loi 244/98 (tel que modifié par l'article 99 du décret-loi 4/2001 du 10 janvier) sont les suivantes (sans préjudice de tout traité ou convention auquel le Portugal est partie sur le plan international) :

- a) Entrée ou séjour illégal sur le territoire portugais;
- b) Atteinte à la sécurité nationale, à l'ordre public ou à la moralité;
- c) Présence ou activités dans le pays constituant une menace pour les intérêts ou la dignité de l'État portugais ou de ses nationaux;
- d) Ingérence abusive dans l'exercice des droits à la participation politique des nationaux portugais;
- e) Agissements qui, s'ils avaient été connus des autorités portugaises, auraient justifié le refus de l'entrée sur le territoire.

Le même décret-loi établit comme principe que l'expulsion peut être prononcée en tant que peine complémentaire, contre :

- a) Tout résident étranger condamné à une peine d'emprisonnement de plus d'un an pour avoir commis une infraction de propos délibéré; toutefois, cette

décision doit tenir compte de la gravité des faits reprochés, de toute récidive éventuelle, du degré de réinsertion dans la vie sociale, de l'intérêt de la prévention et de la durée du séjour au Portugal;

b) Tout ressortissant étranger résidant en permanence au Portugal, dont le comportement constitue une menace suffisamment grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

Cette peine accessoire ne peut toutefois être appliquée aux résidents étrangers :

a) Nés au Portugal et y ayant leur résidence habituelle;

b) Ayant des enfants mineurs résidant sur le territoire portugais, dont ils ont la garde au moment de la commission des faits, dont ils assurent l'entretien et l'éducation et qui n'auront pas atteint l'âge de 18 ans pendant la durée de la peine;

c) Étant arrivés au Portugal avant l'âge de 10 ans et y ayant leur résidence habituelle.

En ce qui concerne le cadre juridique de l'extradition², le cinquième amendement à la Constitution de la République portugaise crée un régime d'exception qui prévoit que « l'extradition de citoyens portugais du territoire national n'est permise que dans des conditions de réciprocité établies par une convention internationale, en cas de terrorisme ou de criminalité transnationale organisée, et dès lors que l'ordre juridique de l'État demandeur garantit un procès juste et équitable » (art. 33 3) de la Constitution).

En termes généraux, le cadre juridique portugais permet uniquement l'extradition pour des infractions sanctionnées, selon la loi de l'État demandeur, par des peines ou des mesures de sûreté privatives de liberté à caractère perpétuel ou de durée indéfinie, dans des conditions de réciprocité établies par une convention internationale, dès lors que l'État demandeur garantit que ladite peine ou mesure de sûreté ne sera pas appliquée ou exécutée (art. 33 4) de la Constitution).

En outre, au sens du paragraphe 5 de l'article 33, les dispositions des précédents paragraphes du même article (comme exposées ci-dessus) « s'appliquent sans préjudice du respect des normes relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale adoptées dans le cadre de l'Union européenne ». La loi permet ainsi l'application de mécanismes en préparation au sein de l'Union européenne, tels que le mandat d'arrêt européen et les dispositifs ultérieurs de remise de détenus.

En dernier lieu, l'article 33 6) de la Constitution confirme l'interdiction d'extrader ou de remettre toute personne, à quelque titre que ce soit, pour des motifs politiques ou pour des infractions punies, selon le droit de l'État demandeur, de la

² Le Portugal a ratifié la Convention européenne d'extradition et ses protocoles additionnels. Ces trois instruments ont été approuvés pour ratification par le décret parlementaire 23/89 du 21 août. Le Portugal est également partie à la Convention européenne sur l'entraide judiciaire en matière pénale, approuvée pour ratification par le décret parlementaire No 39/94 du 14 juillet et à son premier protocole additionnel (approuvé pour ratification par le décret parlementaire No 49/94 du 12 août). La Convention relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 3 octobre 1995, et adoptée sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, a été ratifiée par le décret présidentiel 41/97 du 18 juin – cet instrument international déroge aux normes prévues à l'article 18 1) de la Convention européenne d'extradition.

peine de mort ou de toute autre peine portant irréversiblement atteinte à l'intégrité physique de la personne.

Il convient également de souligner que le système juridique portugais est régi par le principe « extraditer ou juger », consacré à l'article 5 du Code pénal qui dit que :

« 1. [...] Le droit pénal portugais s'appliquera également aux faits commis hors du territoire national [...]

d) Par des étrangers interpellés au Portugal et dont l'extradition a été demandée, dès lors que l'infraction commise admet l'extradition mais que celle-ci ne peut être accordée.

2. Le Code pénal portugais s'appliquera également aux faits commis en dehors du territoire national dont l'État portugais a décidé de juger lui-même les coupables aux termes d'un traité ou d'une convention internationale. »

La loi 15/98 du 26 mars fixe le cadre juridique relatif au droit d'asile et aux réfugiés :

L'article 3 prive du droit d'asile les personnes :

- Qui ont commis des actes contraires aux intérêts fondamentaux ou à la souveraineté du Portugal;
- Qui ont commis des crimes contre la paix, crimes de guerre ou crimes contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévenir ces crimes;
- Qui ont volontairement commis des infractions de droit commun punissables d'une peine de plus de trois ans d'emprisonnement;
- Qui se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies.

Dès lors que le statut de réfugié ou le droit d'asile est accordé (art. 2 et 33), le bénéficiaire ne peut (art. 7) :

- S'ingérer, de façon illégale, dans la vie politique portugaise;
- Se livrer à des activités pouvant mettre en danger ou compromettre la sécurité intérieure ou extérieure, l'ordre public ou les relations du Portugal avec d'autres États;
- Commettre des actes contraires aux buts et principes des Nations Unies, ou de tout autre traité ou convention auquel le Portugal est partie ou a adhéré.

Le droit d'asile, et partant le statut de réfugié, peut être perdu, notamment dans les cas ci-après (art. 36) :

- Agissements ou actes visés à l'article 7 (ci-dessus), auquel cas la perte de la qualité de réfugié constituera également un motif d'expulsion du territoire portugais;
- Caractère mensonger des motifs invoqués pour justifier la demande d'asile, ou existence de faits qui, s'ils avaient été connus lors du dépôt de la demande, auraient conduit au déboulement de l'intéressé;

– Interdiction judiciaire du territoire.

La décision d'interdiction judiciaire du territoire est appliquée par le Service du contrôle des étrangers et des frontières, après notification des représentants du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Conseil portugais pour les réfugiés (art. 48).

Alinéa e)

« Tous les États doivent ... veiller à ce que toutes personnes qui participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou qui y apportent un appui soient traduites en justice, à ce que, outre les mesures qui pourraient être prises contre ces personnes, ces actes de terrorisme soient érigés en infractions graves dans la législation et la réglementation nationales, et à ce que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes »

Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes? Veuillez donner des exemples des condamnations obtenues et des peines prononcées.

Voir la réponse aux alinéas b) à d) du paragraphe 1.

Alinéa f)

« ... se prêter mutuellement la plus grande assistance lors des enquêtes criminelles et autres procédures portant sur le financement d'actes de terrorisme ou l'appui dont ces actes ont bénéficié, y compris l'assistance en vue de l'obtention des éléments de preuve qui seraient en leur possession et qui seraient nécessaires à la procédure »

Quels procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États? Veuillez donner des détails sur la manière dont ces procédures et mécanismes ont été utilisés dans la pratique.

Voir les autres réponses, en particulier à l'alinéa a) du paragraphe 1 et à l'alinéa a) du paragraphe 3.

Alinéa g)

« ... empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes de terroristes en instituant des contrôles efficaces aux frontières, ainsi que des contrôles lors de la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage et en prenant des mesures pour empêcher la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de papiers d'identité et de documents de voyage »

Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyages? Quelles mesures avez-vous prises pour empêcher les contrefaçons, etc.?

Le système portugais de vérification des passeports et de contrôle est conforme aux dernières recommandations internationales en matière de sécurité applicable aux

documents d'identité et de voyage, qui sont celles de l'Union européenne et de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Le Portugal applique aussi directement au niveau intérieur la réglementation (EC)683/95 du Conseil qui institue une présentation unique pour les visas délivrés par les États membres de l'Union européenne et les pays candidats à l'adhésion et fixe les procédures et normes techniques à respecter pour éviter la fabrication et l'utilisation de faux et de visas falsifiés.

En outre, le Bureau du contrôle des étrangers et des frontières suit de très près la délivrance des nouvelles cartes d'identité et de nouveaux passeports portugais.

Il convient également de souligner que les postes frontière portugais sont équipés des moyens les plus récents et les plus perfectionnés de détection des documents falsifiés.

Une résolution du Conseil de l'Union européenne en date du 27 mai 1999 a créé un mécanisme d'alerte rapide en vue de l'échange d'informations sur l'immigration clandestine et ses filières. Un usage répété a été fait de ce système depuis le 11 septembre 2001.

Paragraphe 3

Alinéa a)

«... de trouver les moyens d'intensifier et d'accélérer l'échange d'informations opérationnelles, concernant en particulier les actions ou les mouvements de terroristes ou de réseaux de terroristes, les documents de voyage contrefaits ou falsifiés, le trafic d'armes, d'explosifs, ou de matières sensibles, l'utilisation des technologies de communication par des groupes terroristes et la menace que constituent les armes de destruction massive en possession de groupes terroristes »

Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles, dans les domaines visés à cet alinéa?

Les événements du 11 septembre ont conduit à une mobilisation accrue des forces et des services de sécurité, et en particulier des services de renseignement, qui ont pris conscience de la nécessité d'intensifier les échanges d'informations et de renseignements entre les différents organes nationaux et internationaux de lutte antiterrorisme.

Depuis, les échanges d'informations opérationnelles avec les services de sécurité américains se sont développés.

Depuis le 11 septembre, le Comité exécutif de l'OTAN reçoit chaque semaine un rapport d'évaluation sur les menaces à la sécurité intérieure. Les services nationaux de sécurité ont également participé à plusieurs réunions d'échange d'informations opérationnelles avec leurs homologues étrangers dans le cadre des accords de coopération bilatérale existants et de structures spéciales créées depuis, comme par exemple les réunions périodiques des chefs des services antiterroristes européens.

À cet égard, il convient de mentionner les contacts permanents (24 heures sur 24) qui existent entre les attachés de liaison des différents services de

renseignement en matière de sécurité; l'organisation d'opérations communes et l'harmonisation des mesures antiterrorisme entre États membres de l'Union européenne, en vue notamment de la mise à jour des informations et des listes portant sur les groupes ou personnes se livrant au terrorisme.

Alinéa b)

« ... d'échanger des renseignements conformément aux droits international et national et de coopérer sur les plans administratif et judiciaire afin de prévenir les actes de terrorisme »

Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Voir la réponse à l'alinéa a) au paragraphe 1.

Au niveau national, l'accroissement des échanges d'informations opérationnelles est le résultat des efforts du Bureau de coordination des mesures de sécurité³ (Gabinete Coordenador de Segurança). La coopération entre les forces et services de sécurité qui sont représentés au sein de son secrétariat permanent s'en est trouvée améliorée.

Ce bureau établit des rapports hebdomadaires d'évaluation des menaces que le terrorisme fait peser sur la sécurité intérieure. Ce faisant, il accorde une attention particulière à la participation d'autres services nationaux comme l'Autorité aéronautique et les opérateurs aériens.

Il convient de souligner les efforts spéciaux faits pour améliorer la coordination et la gestion des ressources dans tous les domaines de la recherche d'informations et de la prévention des actes terroristes, par tous les organes du système national de sécurité interne, qui ont ainsi eu connaissance de situations suspectes et diffusé des informations opérationnelles à des tiers.

D'autre part, la priorité a été accordée à la coopération avec les pays d'origine et au suivi des flux migratoires, notamment aux données techniques et aux échanges d'informations.

Au sein de l'Union européenne et de plusieurs de ces instances (comme le Centre d'information, de réflexion et d'échanges en matière de franchissement des frontières et d'immigration (CIREFI) et Europol), la lutte contre l'immigration clandestine et ses filières ainsi que l'usage de faux papiers a été encouragée par l'échange rapide d'informations entre les États membres de l'Union européenne, la Norvège, l'Islande et les pays candidats à l'adhésion, par le biais du système d'alerte rapide et d'autres initiatives impliquant les chargés de liaison sur les migrations.

Au niveau de l'entraide judiciaire internationale, il convient de mentionner notamment la coopération avec Interpol (loi 144/99 du 31 août 1999, amendée par la loi 104/2001 du 31 août 2001; et le décret-loi 275-A/2000 du 9 novembre 2000, amendé par la loi 103/2001 du 25 août 2001).

En ce qui concerne l'asile, les États membres de l'Union européenne analysent, par le biais du Centre d'information, de réflexion et d'échanges en

³ Le Bureau de coordination de la sécurité est un organe consultatif spécialisé, chargé de coordonner sur le plan technique ou opérationnel les activités des forces et services de sécurité. Il est composé des chefs des différentes forces et des différents services de sécurité.

matière d'asile (CIREA) la situation dans les pays d'origine des demandeurs d'asile et échangent des informations sur les lois et pratiques nationales dans ce domaine.

Depuis les événements du 11 septembre 2001, les États membres de l'Union européenne présentent à la Commission européenne un rapport mensuel contenant des données statistiques sur le nombre et les principales caractéristiques des demandeurs d'asile d'origine afghane.

Alinéa d)

« ... de devenir dès que possible parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, y compris la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme en date du 9 décembre 1999 »

Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?

Le Portugal a signé et ratifié 10 des 12 conventions des Nations Unies relatives au terrorisme. La ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, signée à New York le 9 décembre 1999, et l'accession à la Convention sur le marquage des explosifs pastiques et en feuilles aux fins de détection, conclue à Montréal le 11 mars 1991, sont actuellement à l'étude.

Alinéa c)

« ... de coopérer, en particulier dans le cadre d'accords et d'arrangements bilatéraux et multilatéraux, afin de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes »

Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Alinéa e)

« ... de coopérer davantage et d'appliquer intégralement les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme ainsi que les résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001) du Conseil de sécurité »

Donner tout renseignement pertinent sur l'application des conventions, protocoles et résolutions visés à cet alinéa.

[Réponse unique]

Dans le cadre de ses relations, tant multilatérales que bilatérales avec d'autres États, le Portugal a systématiquement favorisé une prise de conscience de la nécessité de renforcer la coopération internationale dans la lutte antiterrorisme.

Sur le plan bilatéral, il a fait inscrire cette question à l'ordre du jour des débats tenus à différents niveaux. Sur le plan régional, il a pris l'initiative de faire convoquer un Sommet extraordinaire des ministres des affaires étrangères du Forum méditerranéen, consacré au terrorisme, les 24 et 25 octobre 2001 à Agadir.

À l'occasion de tous ces contacts, il a insisté sur l'importance que revêtaient la signature, la ratification et l'application intégrale des conventions internationales pertinentes par les États, et notamment de la Convention internationale pour la

répression du financement du terrorisme, compte tenu de son apport au droit international.

Le Portugal a également tiré parti de ses relations particulières avec les pays lusophones pour lancer une initiative identique dans le cadre institutionnel de la Communauté des pays de langue portugaise, comme l'atteste l'adoption par la Communauté de la Déclaration sur la lutte contre le terrorisme international, en date du 31 octobre 2001.

En ce qui concerne les États de langue portugaise d'Afrique en particulier, le Portugal s'est déclaré prêt à les aider à élaborer des lois nationales pour appliquer les dispositions du droit international portant sur le terrorisme, grâce à l'échange d'informations, à la coopération avec les ministères concernés ou par d'autres moyens à convenir.

À cet égard, le Portugal a fait distribuer des versions en langue portugaise des différentes conventions des Nations Unies sur le terrorisme et a encouragé les activités de coopération dans les domaines de la gestion rationnelle des affaires publiques, de la justice et des affaires intérieures, en raison de l'intérêt qu'elles présentent pour la lutte commune contre ce phénomène.

Certains de ces pays suivent l'exemple du Portugal lorsqu'ils établissent leurs rapports à l'intention des organes des Nations Unies et préparent leurs administrations à l'adoption de mesures visant à lutter contre le terrorisme international.

Dans le cadre des relations de l'Union européenne avec des États tiers, le Portugal a joué un rôle actif dans les démarches diplomatiques entreprises par l'Union, en dialoguant régulièrement avec ces pays et en assurant la présidence locale de l'Union européenne, dans un souci de promotion des conventions existantes et d'évaluation du niveau de participation des États tiers à la lutte contre le terrorisme international.

Alinéa f)

« ... de prendre les mesures appropriées, conformément aux dispositions pertinentes de leur législation nationale et du droit international, y compris les normes internationales relatives aux droits de l'homme, afin de s'assurer, avant d'octroyer le statut de réfugié, que les demandeurs d'asile n'ont pas organisé ou facilité la perpétration d'actes de terrorisme et n'y ont pas participé »

Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

Alinéa g)

« ... de veiller, conformément au droit international, à ce que les auteurs ou les organisateurs d'actes de terrorisme ou ceux qui facilitent de tels actes ne détournent pas à leur profit le statut de réfugié, et à ce que la revendication de motivations politiques ne soit pas considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés »

Quelles procédures avez-vous mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié? Veuillez donner des détails sur les lois ou les procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés. Veuillez citer les cas pertinents.

[Réponse unique]

Voir les réponses aux alinéas c) et d) du paragraphe 2.

Comme indiqué précédemment, le Portugal rappelle que, conformément à sa législation concernant l'asile et les réfugiés (la loi 15/98 du 26 mars, mentionnée plus haut), le droit d'asile est refusé à tous les auteurs de crimes contre la paix, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité tels que définis dans les instruments internationaux visant à les prévenir; à ceux qui ont commis de propos délibéré des crimes de droit commun passibles d'une peine de plus de trois ans de prison; et aux responsables d'actes contraires aux buts et principes des Nations Unies (art. 3). Les personnes impliquées dans des activités terroristes en sont donc automatiquement privées.

Le but de cette disposition juridique est précisément de prévenir la revendication abusive du statut de réfugié, notamment par des terroristes.

Pour s'assurer que ces mesures de prévention sont efficaces et complètes, la même loi énumère les motifs de refus des demandes d'asile et, partant, du statut de réfugié, qui sont les suivants (art. 36) : la commission d'actes qui peuvent mettre en danger ou menacer la sécurité intérieure ou extérieure, l'ordre public ou les relations du Portugal avec d'autres États; la perpétration d'actes contraires aux buts et principes des Nations Unies ou à tout autre traité ou convention auxquels le Portugal est partie ou dont il est signataire (art. 7); la preuve que les raisons invoquées pour justifier la demande de droit d'asile ne correspondent pas à la réalité ou l'existence de faits qui, s'ils avaient été connus au moment de l'octroi du statut de réfugié, auraient conduit au déboutement du demandeur.

Là encore, cette disposition prive les personnes impliquées dans des actes terroristes, de la possibilité d'obtenir le droit d'asile et le statut de réfugié.

Il convient de rappeler que la perte du statut de réfugié entraîne l'expulsion du territoire portugais, sur décision du tribunal compétent (art. 87), dont l'exécution est confiée au Bureau du contrôle des étrangers et des frontières, et après notification des représentants du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Conseil portugais pour les réfugiés (art. 48).

D'autre part, la mise en oeuvre de la politique portugaise d'immigration et d'asile incombe au Bureau du contrôle des étrangers et des frontières, qui est l'organe compétent pour refuser l'entrée de tous les étrangers dont la présence sur le territoire national pose un danger ou constitue une grave menace pour l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales entre États membres de l'Union européenne ou États faisant partie de l'Espace Schengen, et simultanément pour examiner les demandes d'asile. Ce système s'est avéré d'une grande efficacité pour lutter contre l'implantation de terroristes sur le territoire portugais en leur refusant le statut de réfugié.

Le Bureau peut fonder ses décisions en matière d'asile sur les avis d'experts et les rapports circonstanciés de la Commission nationale pour les réfugiés, organe relevant du Ministère des affaires intérieures, qui est composée d'avocats, de juges et de procureurs ayant plus de 10 ans d'ancienneté et les compétences voulues (art. 34 et 35).
